

| | |
|--|---|
|  CNRS-INRIA INSERM-IRD INED-INRETS | <h1 style="font-size: 2em; font-weight: bold; margin: 0;">En bref...</h1> |
| <p>SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33 Courrier électronique : sntrs-cgt-bn@vjf.cnrs.fr - Site web : http://www.sntrs.fr</p> | |

Numéro 96 du 6 janvier 2006

Démission du président du CNRS : Communiqué du SNTRS-CGT

Le président du CNRS, Bernard Meunier, vient de rendre publique sa démission. Celle-ci vient après plusieurs mois de crise au sein de la direction du CNRS, à propos de la mise en œuvre du projet de réforme du CNRS conduit par Bernard Larrou tutou. Bernard Meunier invoque la rigidité administrative excessive.

Pour le SNTRS-CGT, cet excès de contrainte administrative, mise en place par la réforme, n'en est pas la caractéristique première. Le projet conduit par Bernard Larrou tutou vise d'abord à casser la tradition de service public du principal organisme chargé de la mise en œuvre de la recherche fondamentale dans notre pays. Son projet est en conformité avec les objectifs du Pacte pour la recherche : le CNRS accepte le pilotage de sa recherche par l'ANR, renonce à sa capacité de lancer ses propres programmes et encourage la mise en concurrence effrénée de ses propres équipes. En matière de politique des personnels, il s'inscrit dans des objectifs de recul de l'emploi de titulaire, développe le recrutement de contrats à durée déterminée, partage les objectifs d'individualisation des carrières et des salaires prônés par le gouvernement.

Les semaines à venir seront cruciales. La vacance de la présidence ne peut qu'accentuer la paralysie actuelle du CNRS. Le gouvernement choisira-t-il de profiter des circonstances pour modifier le décret cadre du CNRS et mettre en place un Président Directeur Général qui cumulera les fonctions de Directeur et de Président ou un nommera-t-il un autre Président en gardant le statut actuel ? Ou alors, utilisant de la confusion qu'il a contribué à créer, en profitera-t-il pour accélérer le démantèlement de l'organisme, rejoignant nombre de ses députés qui sont porteurs depuis des décennies de la volonté de casser le CNRS au profit d'un système universitaire ultra libéral à la mode anglo-saxonne ?

Le SNTRS-CGT appelle les scientifiques, de toutes catégories professionnelles, à la vigilance. Le Pacte pour la recherche sera mis en débat au Parlement dans les prochaines semaines. Il faudra être nombreux et unis pour défendre le CNRS ainsi que service public de recherche et d'enseignement supérieur.

Villejuif le 6 janvier 2006